

Vous avez dit patron ?

Depuis de nombreuses années passées au sein d'organisations « patronales », j'ai été confronté de façon récurrente à des réflexions sur la revalorisation de l'image de l'entreprise et de l'entrepreneur, ayant pour but ultime de motiver de nouveaux arrivants à rejoindre ce club controversé et pourtant considéré comme étant un pilier incontournable de notre économie.

Il est étonnant de constater que dans un pays économiquement si développé que le nôtre - avec son chapelet de records en termes de croissance économique, de création d'emplois, de l'évolution des niveaux de rémunération et d'autres acquis sociaux les plus performants - le chef d'entreprise luxembourgeois continue trop souvent à être traité de « patron ».

Il ne s'agit pas seulement en cela d'une simple question de sémantique ou d'une façon de parler. En effet, quand nos responsables syndicaux, quand nos hommes politiques s'adressent aux « patrons », c'est en général pour leur reprocher telle ou telle attitude antisociale, telle résistance au changement ou tel manquement à suivre des vues parfois inconciliables avec le maintien de certaines activités dans notre pays.

Avec leurs prises de position de tous bords, les récents vœux de Nouvel An ont, une fois de plus, regorgé d'exemples abondant dans ce sens. Ceci est évidemment de bonne guerre, mais cela reflète un état d'esprit dont on peut se demander où il peut nous mener. Dans ce contexte, je pense essentiellement aux entreprises industrielles établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ne serait-il pas grandement temps de remplacer le concept archaïque de « patron » par celui plus contemporain, valorisant et hautement respectable d'« employeur » ? Du moins, cela aurait comme premier mérite de rappeler à chaque interlocuteur, lors de ses prises de positions, la fonction primordiale de ce groupe socioprofessionnel très particulier auquel il s'adresse, à savoir celle de créer et de maintenir des emplois et de pérenniser un tissu industriel au Luxembourg. Il se pourrait en effet que ce rappel incite certains à plus de

réflexion, à davantage de retenue et à une analyse plus pertinente de ce qui se passe à l'échelle d'une économie globalisée, en général, et au Luxembourg, en particulier.

Mon but n'est ici pas de remettre en cause, une fois de plus, l'évolution des rémunérations dans notre pays - même si je m'en inquiète en tant que responsable d'une petite entreprise fortement confrontée à la concurrence sur ses marchés d'exportation - ou d'attaquer le bien-fondé d'une réflexion sur un possible statut unique, mais plutôt de mettre en garde contre une attitude assez commune de dénigrement ou du moins de méconnaissance de l'importance fondamentale et centrale de l'employeur industriel.

Dans ma qualité d'employeur - et pour évoquer un grand thème très dans le vent pour le moment - je considère que l'une de mes principales responsabilités sociales est justement celle de pouvoir maintenir, voire développer les emplois qu'offre mon entreprise. Ceci dans un climat aussi serein et motivant que possible. Et avec autant de collaborateurs résidents que possible.

Mais n'est-ce pas là que le bât blesse de plus en plus et que ressurgissent ces bonnes vieilles suspicions contre ce bon vieux « patron » qui ne joue plus le jeu et qui préfère, à revenu égal, engager le candidat le plus qualifié, vint-il d'ailleurs ?

Ceci n'est pas nouveau en soi quand on connaît le nombre de frontaliers venant chaque jour de plus en plus loin vaquer à leurs occupations dans le pays, mais il devient de plus en plus difficile aux employeurs que nous sommes de procurer des emplois à une population résidente insuffisamment qualifiée et devenue trop chère.

Une fois de plus, le mieux est en passe de devenir l'ennemi du bien et nos bonnes intentions sociales sont en passe de devenir une machine à créer inexorablement des chômeurs difficiles à placer.

Peut-être cela pourrait-il devenir dans les mois à venir autant, sinon plus que le statut unique, un sujet de réflexion prioritaire pour les « patrons » syndicaux et politiques. Mais c'est évidemment juste mon avis ... d'employeur.